

Mentivis

**LE MARCHÉ DE LA  
FORMATION  
PROFESSIONNELLE  
EN FRANCE EN 2025**  
ANALYSE COMPLÈTE DES DYNAMIQUES ET ENJEUX

**2025**  
FRANCE

# LE MARCHÉ GLOBAL

En 2025, le marché français de la formation professionnelle se caractérise par des investissements publics massifs malgré des tensions budgétaires, une transformation accélérée des modalités pédagogiques et des défis réglementaires croissants.

Avec un budget global de **55,3 milliards d'euros**, le secteur maintient son rôle central dans l'accompagnement des transitions écologique et numérique, tout en devant s'adapter à une baisse de **4 milliards d'euros** des crédits publics par rapport à 2024.

Les organismes de formation, majoritairement privés (98 %), naviguent entre l'essor historique de l'apprentissage (près de **850 000 entrées en 2023**) et le recul structurel du Compte Personnel de Formation (CPF), dont les utilisateurs ont chuté de **28 %**. Cette année marque également un tournant dans la lutte contre la fraude au CPF et l'émergence de nouveaux dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi via France Travail.

# 01

**Budget global :**  
**55,3 milliards d'euros**

**Baisse des crédits publics :**  
**4 milliards d'euros par rapport à 2024**

**Nombre d'entrées en apprentissage :**  
**Près de 850 000 en 2023**

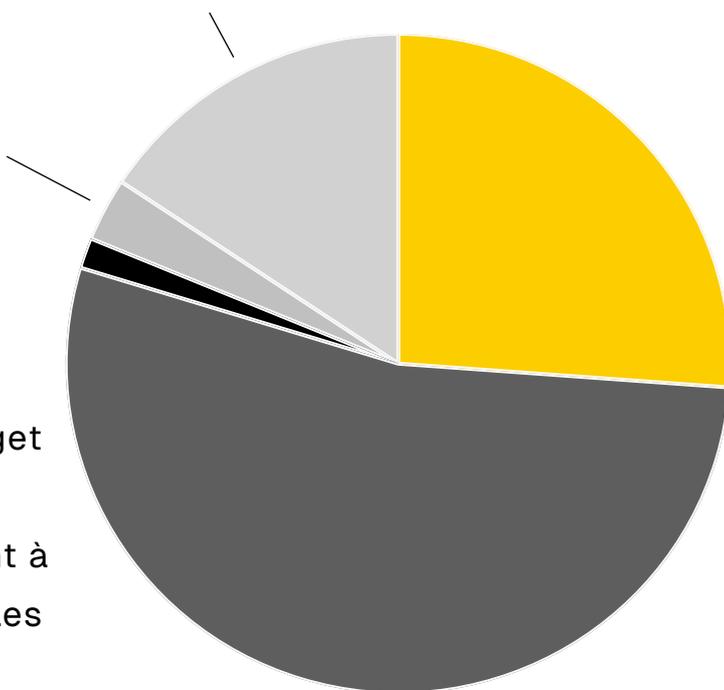
**Baisse des utilisateurs du CPF :**  
**28 %**

# FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS

## Les Engagements de France Compétences

France Compétences prévoit d'injecter **15,1 milliards d'euros en 2025**, répartis entre l'alternance (**9,6 milliards**), le CPF (**1,9 milliard**) et la formation des demandeurs d'emploi (**800 millions**).

Bien que légèrement inférieur au budget de 2024, cet effort financier s'inscrit dans une stratégie pluriannuelle visant à corriger les déséquilibres sectoriels. Les Opérateurs de Compétences (**OPCO**) **restent des acteurs clés, gérant 43 %** des flux financiers du secteur, tandis que **les entreprises contribuent à hauteur de 21 %**.



# CONTEXTE BUDGÉTAIRE

**Cependant, le contexte budgétaire national assombrit ce tableau :**

le projet de loi de finances 2025 impose une réduction de **4 milliards d'euros** sur les crédits formation, affectant particulièrement l'apprentissage. La prime à l'embauche d'apprentis passe ainsi à **5 000 € pour les PME** (contre 6 000 € en 2024) et **2 000 € pour les grandes entreprises**. Cette mesure pourrait freiner la dynamique enclenchée depuis la réforme de 2018, qui avait propulsé le nombre de contrats d'apprentissage à 850 000 en 2023.

## **Rentabilité et Performance Économique du Secteur**

Le chiffre d'affaires des organismes de formation atteint **28,7 milliards d'euros en 2023**, en hausse de 3 % par rapport à 2022. Cette croissance masque toutefois des réalités contrastées : si les formations diplômantes résistent mieux, les prestations courtes (moins de 50 heures) subissent la concurrence des plateformes numériques.

Le coût moyen d'une **formation CPF** s'établit à **2 224 €**, un montant stable qui reflète la standardisation croissante de l'offre.

La validation des acquis de l'expérience (VAE) bénéficie d'une enveloppe spécifique de 39,4 millions d'euros, confirmant son rôle stratégique dans la sécurisation des parcours professionnels. Cette dotation permet de financer environ 25 000 dossiers annuels, prioritairement dans les secteurs en tension comme la santé ou le BTP.

# STRUCTURE DU MARCHÉ ET ACTEURS CLÉS

## Un Paysage Dominé par le Privé

Avec 98 % des organismes relevant du secteur privé, le marché français se distingue par sa fragmentation et sa diversité. Les structures individuelles (40 %) coexistent avec des réseaux nationaux à but lucratif (47 %) et des associations (11 %). Cette configuration favorise l'innovation pédagogique mais complique le contrôle qualité, renforçant l'importance du label Qualiopi devenu obligatoire depuis 2022

Les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) illustrent cette mutation : leur nombre a quadruplé depuis 2018 pour atteindre **3 945 en 2023**, avec une concentration dans les métiers du numérique (+37 % de contrats en Île-de-France).

À l'inverse, les contrats de professionnalisation poursuivent leur déclin (-40 % depuis 2022), victimes de leur complexité administrative et de la préférence des employeurs pour l'alternance.

PUBLIC

PRIVÉ

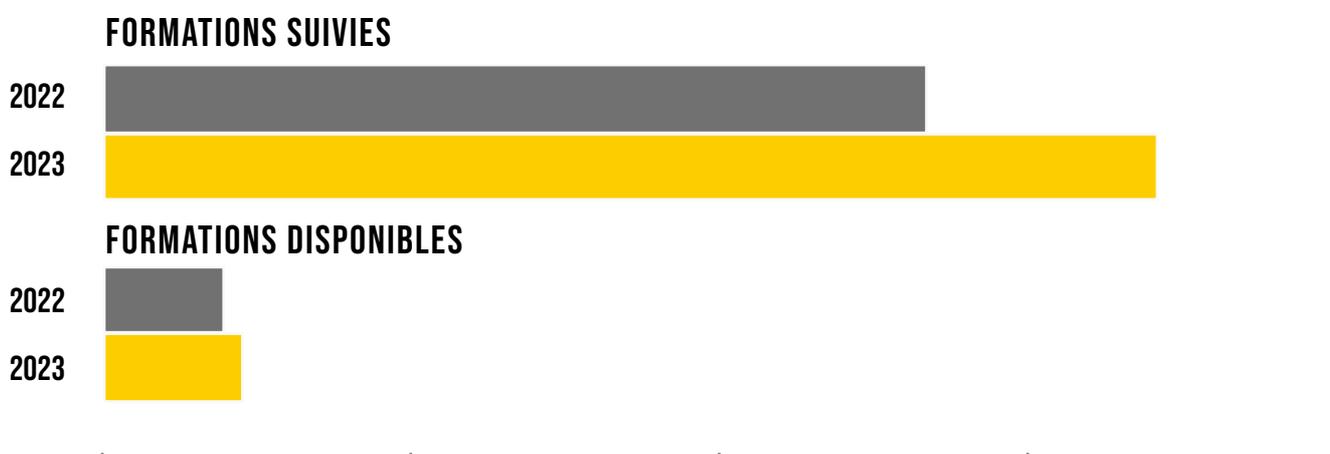
# STRUCTURE DU MARCHÉ ET ACTEURS CLÉS

## Le CPF : Entre désaffection et régulation renforcée

Le Compte Personnel de Formation traverse une crise de confiance sans précédent. Le nombre de formations suivies via ce dispositif chute à **1 335 900 en 2023 (-28 % sur un an)**, tandis que le catalogue s'appauvrit avec **198 440 formations disponibles contre 227 844 en 2023**.

Cette érosion s'explique par plusieurs facteurs :

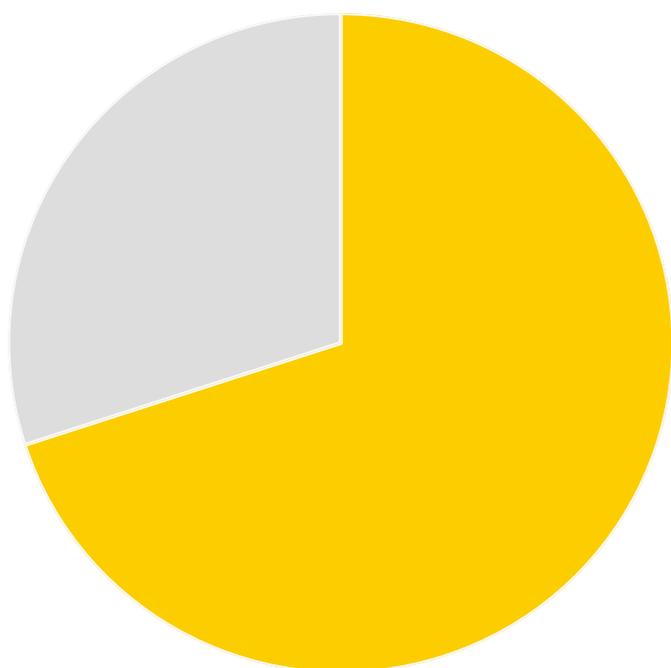
- La lutte contre la fraude, avec l'interdiction du démarchage téléphonique et le renforcement des contrôles sur les organismes
- Le relèvement du reste à charge à 102,23 €, dissuasif pour les publics précaires
- La concurrence des certifications privées (Microsoft, Google) non éligibles au CPF



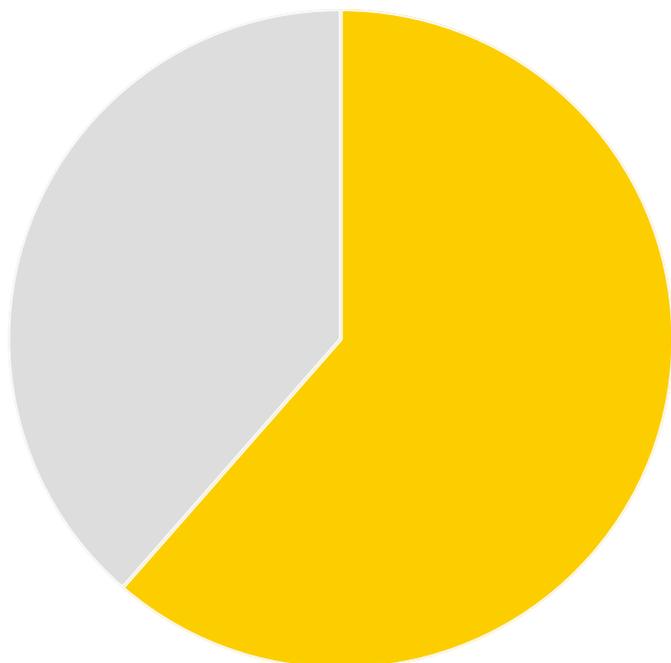
# STRUCTURE DU MARCHÉ ET ACTEURS CLÉS

## Le CPF : Entre désaffection et régulation renforcée

Pourtant, le dispositif conserve une utilité sociale avérée : 30 % des utilisateurs sont des demandeurs d'emploi, et 80 % des salariés l'utilisent pour des projets professionnels concrets.



La digitalisation accélérée des parcours (38,6 % de formations à distance) pourrait inverser la tendance à moyen terme.



# PRÉFÉRENCES DES APPRENANTS ET INNOVATIONS PÉDAGOGIQUES

## La Vidéo en Ligne comme Standard

44 % des apprenants plébiscitent les modules vidéo en ligne, devant les cours synchrones (43 %) et les webinaires (38 %). Cette préférence s'explique par la flexibilité horaire et l'adaptation aux contraintes professionnelles.

Les éditeurs de contenu comme OpenClassrooms ou Udemy capitalisent sur cette tendance, proposant des parcours certifiants à des coûts inférieurs de 30 % aux formations présentielles.

L'hybridation devient la norme : 24 % des formations combinent présentiel et distanciel, contre 22 % en 2022. Cette approche répond aux exigences des certifications réglementées (BTP, santé) tout en réduisant les coûts logistiques.

Satisfaction et Impact des

## Formations

Malgré les tensions budgétaires, la qualité perçue des formations s'améliore : la note moyenne attribuée par les apprenants passe de 6,4/10 en 2023 à 7,1/10 en 2024. Les 25-34 ans sont les plus satisfaits (7,5/10), probablement en raison d'une meilleure adéquation entre l'offre digitale et leurs usages technologiques.

L'impact sur les carrières reste néanmoins difficile à mesurer. Seuls 58 % des salariés estiment que leur formation a directement amélioré leur performance, un chiffre qui interroge l'efficacité des dispositifs d'évaluation.

# DÉFIS RÉGLEMENTAIRES ET OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES

## **La lutte contre la fraude : Un impératif crédibilisateur**

Le gouvernement durcit son contrôle sur les organismes de formation après les scandales de 2022-2023.

Les nouvelles mesures incluent :

- L'obligation de référencement au RNCP pour toute certification
- Des audits aléatoires sur les déclarations d'heures de formation
- Des sanctions pénales pour démarchage abusif

Ces contraintes poussent à une rationalisation du marché : 14 109 organismes sont aujourd'hui référencés sur la plateforme CPF contre 16 322 en 2023. Les grands réseaux (AFPA, CNAM) en sortent renforcés, captant 60 % des financements publics.

## **L'Apprentissage : Moteur de la Croissance Sectorielle**

Avec 850 000 entrées en 2023, l'apprentissage représente désormais 62 % des formations professionnelles initiales. Ce succès s'appuie sur :

- L'élargissement de la limite d'âge à 30 ans
- La création de CFA d'entreprise (ex. SNCF, L'Oréal)
- L'intégration de modules numériques obligatoires

Les régions accompagnent cette dynamique via des appels à projets ciblés. En Île-de-France, 72 % des nouveaux apprentis préparent un diplôme de l'enseignement supérieur, reflétant l'élévation générale des qualifications.

# DÉFIS RÉGLEMENTAIRES ET OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES

## **Perspectives 2025-2030 : Digitalisation et Transition Écologique**

L'Impératif de la Double Transition  
Le plan « France 2030 » consacre 5,1 milliards d'euros à la formation aux métiers verts et numériques. Ces fonds financent notamment :

- Des parcours de reconversion dans l'énergie solaire et l'isolation thermique
- Des certifications IA et blockchain reconnues par l'État
- Des partenariats écoles/entreprises pour les compétences hybrides

Les organismes de formation doivent désormais intégrer 15 % de contenu RSE dans leurs cursus pour bénéficier des aides publiques. Cette obligation stimule l'innovation pédagogique, comme les serious games sur l'économie circulaire.

## **Vers un Modèle Hybride et Personnalisé**

L'analyse des données d'apprentissage (learning analytics) devient un levier stratégique. Les plateformes comme Pôle Emploi utilisent désormais l'IA pour :

- Recommander des formations adaptées au profil de l'utilisateur
- Détecter les risques de décrochage
- Évaluer l'impact sur l'employabilité

Parallèlement, le développement des métavers éducatifs (ex. Campus Virtuel de Renault) permet des simulations immersives à coût réduit. Ces technologies pourraient représenter 22 % du marché de la formation d'ici 2027.

# CONCLUSION



## **Le marché français de la formation professionnelle en 2025 navigue entre héritage et innovation.**

Alors que les financements publics se contractent (-4 milliards d'euros), les acteurs privés s'imposent comme des partenaires indispensables, à condition de maîtriser les nouveaux impératifs réglementaires. L'apprentissage confirme son statut de dispositif phare (850 000 entrées)<sup>1</sup> mais son modèle économique fragilisé par les coupes budgétaires nécessitera des ajustements.

Le CPF, bien qu'en recul (-28 % d'utilisateurs), reste un outil clé pour les demandeurs d'emploi (30 % des bénéficiaires), à condition d'en simplifier l'accès.

Enfin, la double transition écologique et numérique redessine les priorités sectorielles, exigeant des investissements massifs dans les compétences émergentes (5,1 milliards d'euros).

La réussite de cette mutation dépendra de la capacité des organismes à concilier qualité pédagogique, rentabilité et responsabilité sociale.

\*

\*\*



**MENTIVIS.COM/INSIGHTS**

**Mentivis**

© Mentivis Consulting 2025

Consultez nos insights sur [www.mentivis.com](http://www.mentivis.com)